

## Congrès AFSP 2009

### Section thématique 26

Les ambiguïtés de l'action publique face aux inégalités socio-spatiales. Etat des travaux francophones au regard des « urban studies »

*Axe 1*

**Fabien Jeannier, Université Lumière – Lyon 2, Laboratoire Triangle, UMR 5206**

[fabien.jeannier@ac-aix-marseille.fr](mailto:fabien.jeannier@ac-aix-marseille.fr)

**Les partenariats public-privé à l'œuvre : quels résultats pour les sociétés locales de développement dans la régénération urbaine à Glasgow ?**

Les recherches effectuées dans le champ international et interdisciplinaire des urban studies sont l'objet depuis déjà un certain nombre d'années d'une production scientifique aux conclusions souvent radicales en ce qui concerne les objectifs et les résultats des politiques urbaines. Le cadre d'analyse défini par un certain nombre d'auteurs montre que le projet politique néolibéral mis en place de façon agressive par Margaret Thatcher au Royaume-Uni et Ronald Reagan aux Etats-Unis au début des années 1980 constitue un tournant majeur du passage de la ville « managériale » de l'ère keynésiano-fordiste à la ville « entrepreneuriale », dont l'objectif est d'attirer des ressources, du capital et des emplois, au détriment de la politique redistributive de la période précédente. Force est de constater que la production scientifique francophone emprunte peu à ces auteurs et à leur cadre d'analyse. Afin d'éclairer l'apport qu'un tel cadre d'analyse peut permettre dans la compréhension de l'évolution du fait urbain dans la production scientifique francophone, nous proposons d'analyser le cas de la ville de Glasgow.

La ville est en effet à bien des égards emblématique de l'évolution des politiques urbaines en Grande-Bretagne au cours des vingt-cinq ou trente dernières années quand elle a opéré un changement radical de direction au début des années 1980 en s'engageant résolument dans la voie de la ville entrepreneuriale. Il faut dire que la désastreuse situation physique, économique et sociale de la ville se prêtait formidablement bien à l'établissement d'un projet de développement en ce sens à cette période, aidé en cela par l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher en 1979, et malgré une gouvernance de la ville historiquement travailliste<sup>1</sup>. Glasgow est l'objet d'une littérature assez abondante émanant quasi exclusivement de la production

---

<sup>1</sup> Le contexte de la ville de Glasgow est le suivant : il s'agit d'une ville qui, à deux exceptions près depuis 1933, a toujours été dirigée par les travaillistes. S'il faut donc attendre 1933 pour que les travaillistes prennent le contrôle de la gestion de la ville leur hégémonie à Glasgow n'a connu que deux courtes interruptions depuis : entre 1949 et 1951 puis entre 1969 et 1971.

scientifique anglophone du champ des urban studies et qui offre une analyse souvent radicale et critique des politiques urbaines mises en place et de l'évolution globale de la ville. Les rares travaux de recherche francophones qui se sont intéressés à la ville le font dans une perspective de géographie plus classique, focalisant davantage sur la description et l'explication de l'évolution de la ville en termes d'espace et d'échanges et éventuellement de gouvernance plutôt qu'à travers une analyse qui considère le fait urbain dans son ensemble en termes de structure économique globale induisant un certain type de rapports de production entre différentes classes de résidents et/ ou d'usagers.

### *Néolibéralisation et politiques urbaines*

Le cadre théorique défini par Brenner et Theodore (2002) met en lumière le fait qu'il n'existe pas un unique projet politique néolibéral global, mais de multiples projets politiques néolibéraux qui sont l'héritage d'un contexte géographique, politique et historique particulier qu'il est essentiel de prendre en compte.

Leur analyse met également en évidence l'évolutivité des processus de néolibéralisation, dont ils rendent compte à travers l'expression « actually existing neoliberalism » ainsi que leur aspect multiscalair (Brenner et Theodore, 2002 : 4). Selon Brenner et Theodore, le concept de "actually existing neoliberalism" se définit par le caractère contradictoire et destructeur des politiques néolibérales et souligne comment l'idéologie néolibérale représente de façon systématiquement erronée ses effets (Brenner et Theodore, 2002 : 6).

Cette analyse de départ les amène à mettre en valeur trois axes majeurs autour du contexte de « actually existing neoliberalism » : le premier est celui de « path-dependancy », autrement dit le rôle clé joué à l'échelle nationale par l'Etat dans la régulation de la vie politique et économique pour permettre le développement et le maintien du modèle keynésiano-fordiste et pour rendre l'accumulation possible (Brenner et Theodore, 2002 : 10-15). Cette période est donc le prélude et le préalable nécessaire à l'émergence par la suite des projets néolibéraux tels qu'ils se sont mis en place au début des années 1980. En d'autres termes, chaque projet néolibéral est unique est entretient des relations complexe avec le territoire dans lequel il est mis en place. Le contexte spatial, socio-politique et institutionnel dans lequel il s'insère conditionne les modalités et manifestations de son développement. Le second axe est celui qu'ils nomment « creative destruction » : il s'agit de rendre compte des deux effets majeurs des projets néolibéraux – la destruction de l'héritage institutionnel de la période keynésiano-fordiste et la création de disparités et inégalités géographiques importantes (Brenner et Theodore, 2002 : 4).

Brenner et Theodore insistent sur la double contradiction du projet néolibéral : d'un côté, il aspire à créer une utopie de marchés libérés de toutes les contraintes liées à l'interventionnisme étatique mais, dans la pratique, il est à l'origine d'une très forte intensification de l'intervention de l'Etat sur le plan coercitif pour imposer les règles du marché sur tous les aspects de la vie sociale. D'un autre côté, l'idéologie néolibérale implique que l'autorégulation des marchés va générer une redistribution optimale des ressources et des investissements. Toutefois, dans la pratique, la mise en place de ce projet a généré des échecs importants, de nouvelles formes de polarisation sociale et une très forte augmentation des inégalités à toutes les échelles (Brenner et Theodore, 2002 : 5).

Le troisième volet de l'analyse de Brenner et Theodore met en avant les villes comme espaces privilégiés de néolibéralisation dans la mesure où le projet néolibéral a été complètement assimilé par les élites gouvernantes urbaines qui recourent aux divers outils du néolibéralisme (dérégulation, privatisation, libéralisation, réduction des dépenses publiques) pour régénérer leur économie et promouvoir leur territoire dans un contexte de concurrence globale (Brenner et Theodore, 2002 : 20-21).

Une analyse complémentaire est définie par Peck et Tickell dont la chronologie du processus de néolibéralisation indique qu'une première phase théorique (« proto-néolibéralisme ») évolue vers une phase de « roll-back neoliberalism » (c'est-à-dire de démantèlement de l'héritage institutionnel et de l'appareil économique de la période keynesiano-fordiste à la fin des années 1970), à la faveur de la crise économique de cette période (Peck et Tickell, 2002 : 40).

Peck et Tickell identifient enfin une troisième phase, qu'ils nomment « roll-out neoliberalism », un libéralisme que l'on pourrait définir, par extension à partir de la définition de la collocation<sup>2</sup> comme un libéralisme d'ajustement qui vient instaurer une forme de régulation en faveur de l'économie de marché mais avec le souci affiché de prendre en compte les contradictions et dégâts générés par la période de néolibéralisme agressif précédente (Peck and Tickell, 2002 : 41). Le néolibéralisme est devenu un processus technocratique de gouvernance qu'il n'y a pas lieu de contester puisqu'il est présenté comme une évidence : « it has become a commonsense of the times » (Peck and Tickell, 2002 : 33-34).

### *Le contexte glaswégien*

A Glasgow, la période qui précède celle que Peck et Tickell définissent comme « roll-back neoliberalism » est une période pendant laquelle les responsables municipaux prennent conscience que les politiques urbaines à la dimension très fortement spatiale conduites à partir des années 1950 puis dans les années 1960 sont un échec urbanistique et politique majeur. Au début des années 1970, la ville entreprend de revoir sa stratégie d'aménagement sous l'influence du Scottish Office et d'une nouvelle génération de responsables. En 1972, à l'occasion de la deuxième révision du plan de développement de la ville<sup>3</sup>, l'utilisation d'indicateurs plus complets qu'auparavant aboutit au classement de la moitié de la ville dans les trois plus mauvais niveaux<sup>4</sup>. Cela prouve que le problème des quartiers défavorisés s'étend bien au-delà des vieilles zones de taudis traditionnellement étiquetées comme telles, c'est-à-dire les vieux quartiers du centre ville, pour concerner aussi un grand nombre des zones de logements sociaux construits et gérés par la municipalité après guerre. En d'autres termes, c'est toute la politique d'aménagement de la ville mise en place dans les années 1950

---

<sup>2</sup> to roll out : to make a new product available for people to use or buy.

<sup>3</sup> Glasgow, Second Review of the Development Plan. Areas in Need in Glasgow, R. D. Mansley, Director of Planning, 1972.

<sup>4</sup> Les critères qui avaient été utilisés pour la rédaction du Plan de développement de 1960 sont étendus (Ils avaient conduit les autorités à identifier 4 000 acres de logements surpeuplés et insalubres qui nécessitaient une rénovation complète – comprehensive redevelopment) Pour le Plan de développement de 1972, sont alors pris en compte pour la définition des zones défavorisées (multiple deprivation areas) les critères suivants: la composition des ménages, le chômage, les catégories sociales des résidents, le nombre de personnes retraitées, les conditions de logement, le taux d'occupation des logements et la taille des ménages qui y résident. L'analyse des données permet un classement des quartiers au niveau national selon six niveaux.

et 1960 par la municipalité travailliste qui montre ses limites et qui est pointée du doigt : c'est un échec social, environnemental et politique. Les grands ensembles en périphérie de la ville, quasiment uniquement des logements sociaux gérés par la municipalité travailliste qui avait pris le parti (avec quelques arrières pensées politiciennes) de pratiquer des loyers très modérés, se sont considérablement dégradés (la municipalité n'ayant pas les moyens de leur maintenance en raison des faibles loyers qu'elle percevait) et leurs populations ne s'y sont pas adaptées. Il faut dire que la construction des écoles, des magasins et des équipements publics n'est intervenue que bien après et qu'il s'agissait encore de lieux à très forte densité de population à cette époque. Ils poseront donc d'importants problèmes économiques, sociaux et environnementaux dans les années 1980.

C'est en fait toute la politique de déplacement de population et de création de villes nouvelles des années 1950 et 1960 qui est mise en cause. Cette politique avait été mise en place par le Clyde Valley Regional Plan de 1949. Toutefois, elle avait été largement édulcorée dans la pratique et n'était finalement à l'origine que de 6 500 départs annuellement, contre une prévision de 10 000. Les départs spontanés de la ville s'élevaient quant à eux à 18 500 par an. Globalement, les pertes de population ont largement dépassé les prévisions. Glasgow s'est littéralement vidée au cours des années 1960. A cette période, 25 000 personnes quittent la ville chaque année, pour la plupart des ouvriers qualifiés et des professions libérales. De plus, ces personnes ne vont pas s'installer en périphérie mais elles quittent une région où il est devenu très difficile de (re)trouver un emploi. De plus de un million d'habitants en 1951, la population de la ville tombe à 774 000 en 1981 pour tomber à 580 000 en 2006.

De même, l'activité industrielle qui s'y était implantée provenait d'ailleurs, alors qu'il était prévu que ces villes nouvelles soient le lieu de réimplantation de l'activité industrielle et de la population de Glasgow. Ainsi, entre 1958 et 1968, seuls 20.1% des emplois qui quittent Glasgow se relocalisent dans une ville nouvelle<sup>5</sup> (Keating, 1988 : 28). Finalement, le West Central Scotland Plan<sup>6</sup> recommande la suspension des travaux concernant la ville nouvelle de Stonehouse le temps que le conseil régional de Strathclyde réfléchisse à la nécessité de poursuivre la politique de déplacements de population. Dans la pratique, cela mit un terme au rôle des villes nouvelles d'accueillir les populations déplacées de Glasgow.

Le contexte plus global dans lequel il faut replacer la ville au niveau économique pour comprendre la situation à la fin des années 1970 montre que le déclin industriel et économique de Glasgow s'est accéléré après la Seconde Guerre Mondiale qui, en restaurant le plein emploi sur les chantiers navals, avait réussi à dissimuler pour un temps encore les faiblesses structurelles de l'industrie lourde et des chantiers navals et à éluder les questions de stratégie industrielle. Après la guerre, elle ne résiste plus à la concurrence d'autres pays hors d'Europe. Glasgow subit alors une désindustrialisation vaste et très rapide. Les nouvelles industries ne parviennent pas à compenser les pertes d'emplois dans les usines de sidérurgie, de la construction mécanique et dans les chantiers navals qui ferment les uns après les autres. Elles préfèrent s'installer en périphérie, ou quitter la région, loin de l'emplacement de l'industrie lourde traditionnelle. Ce sont les hommes peu qualifiés qui exercent des métiers manuels qui sont les plus touchés. Entre 1961 et 1991, l'emploi dans l'industrie dans la conurbation passe de 387 000 à 121 000 (Gómez, 1998 : 107-108). A titre d'exemple : en 1961, 38 416 personnes sont employées dans les chantiers navals. Vingt ans après, elles ne

---

<sup>5</sup> Les villes nouvelles sont East Kilbride, Livingstone, Glenrothes et Cumbernauld.

<sup>6</sup> West Central Scotland Plan Steering Committee - West Central Scotland Plan – a programme for action – Glasgow - 1974.

sont plus que 12 750 et il n'y a plus que 2 chantiers navals en activité dans la ville. Le nombre d'employés dans la métallurgie passe de 39 195 à 16 246 au cours de la même période. Dans l'industrie mécanique, la chute est tout aussi dramatique : il n'y a plus que 33 086 employés dans ce secteur en 1981, contre 86 467 en 1961 (Keating, 1988 : 168-9). Parallèlement, l'emploi dans les services augmente peu, sauf pour les femmes. Il en résulte que les créations d'emplois dans le secteur des services sont loin d'être suffisantes pour absorber la perte d'emplois dans le secteur industriel. En valeur relative pourtant, on assiste à un renversement spectaculaire de la nature des emplois en vingt ans. La part des emplois dans les services passe de 42% en 1961 à 52% en 1971 et 63% en 1981. En vingt ans, Glasgow est devenue un centre de services (Lever et Moore, 1986 : 2-3.) et a tourné le dos à son passé industriel. Les pertes d'emplois considérables des années 1960 et 1970 se poursuivent pendant la décennie 1981 – 1991 qui voit la ville perdre encore 11% de ses emplois (et 44% de ses emplois dans l'industrie). Globalement, Glasgow perd un quart de ses emplois dans la période entre 1952 et 1987 (Paddison, 1993, 344) pour atteindre un seuil historique de 358 000 emplois en 1996.

Le problème des quartiers défavorisés tel qu'il apparaît au cours des années 1970 souligne la particularité de Glasgow : être confrontée à la fois à un centre ville et une périphérie où l'habitat est très dégradé et où résident des populations très fortement défavorisées et dont les perspectives d'amélioration de la situation économique sont pratiquement inexistantes. A partir de cette date, et de la prise de conscience de l'important délabrement de l'habitat de la ville (17 000 logements sont en attente de destruction en 1971), les autorités de la ville commencent à privilégier un travail de réhabilitation (*regeneration*) et d'amélioration de vieux quartiers centraux de la ville. La rénovation (*redevelopment*), c'est-à-dire la construction de nouveaux logements en lieu et place d'anciens, en rognant sur la ceinture verte ou en aménageant des sites industriels en friche, reste tout de même considérée comme la meilleure option. La construction de logements neufs au centre ville par le secteur privé commence toutefois à cette période à être présentée comme une solution d'avenir.

C'est à cette époque que la municipalité enclenche une réflexion qui va l'amener à tourner définitivement le dos à son passé industriel et à progressivement utiliser la culture sous toutes ses formes comme vecteur de sa régénération économique à partir du début des années 1980. Le semi-échec que constitue le programme de régénération de la partie est de la ville – la plus sévèrement touchée par la désindustrialisation et la dépopulation – GEAR (Glasgow Eastern Area Renewal), dont les ressources sont diminuées avec l'arrivée de Margaret Thatcher au pouvoir (comme les ressources généralement allouées aux organismes publics) est en ce sens significatif de la transition d'un modèle à un autre. GEAR débute en 1977, c'est un partenariat public-public entre diverses agences publiques dont notamment la Scotland Development Agency, Glasgow District Council, Strathclyde Regional Council et l'Office du Logement. L'objectif du programme GEAR était de coordonner l'action des diverses agences publiques dans le but de procéder au réaménagement du territoire sur lequel elles opéraient. Le programme a effectivement permis une amélioration sensible de l'habitat et de l'environnement. Plus de 50% de l'argent investi dans l'East End de la ville fut en faveur du logement (70% des logements appartenait à la ville). L'action de GEAR a été toutefois fortement critiquée car les conditions sociales et économiques se sont fortement dégradées à cette période et le programme n'a pas su (ou pu) dépasser le stade de l'amélioration de l'habitat et de l'environnement. Ceci amène Paul Lawless (1989 : 47-48) à remarquer que ce modèle de régénération urbaine, où l'intervention des agences publiques était coordonnée par une autre agence (en l'occurrence, ici, par une équipe issue de la Scottish Development Agency) avait peu de chance de se reproduire, étant donné le changement de contexte

politique, la diminution de l'intervention étatique et, paradoxalement pour une administration centrale conservatrice prônant le moins d'Etat possible, le développement d'agences créées par le gouvernement central.

### *Les sociétés locales de développement comme processus de néolibéralisation*

La particularité de Glasgow est d'avoir été la première ville industrielle britannique à s'engager dans la voie de la régénération urbaine par la culture et à être désignée Capitale européenne de la culture en 1990. Résultat d'une réflexion amorcée au début des années 1980, cette désignation était un objectif prioritaire pour régénérer une ville qui ne parvenait pas à s'extraire de la spirale du déclin. Les études (le rapport McKinsey notamment, publié en 1985) soulignaient la nécessité pour la ville d'être plus attractive pour les entreprises et les personnes. Il fallait en priorité reconverter les nombreuses friches industrielles, établir des lignes aériennes plus nombreuses en direction des grandes métropoles américaines et européennes et améliorer le cadre de vie pour encourager l'installation de sièges sociaux d'entreprises, le développement du tourisme d'affaire et de loisir, du commerce, des services et de l'industrie de haute technologie. Il fallait aussi rénover le centre ville pour le rendre attractif et vivant. Il était primordial de construire une image claire et positive de Glasgow. Pour atteindre ces objectifs, le développement d'une collaboration entre organismes publics et partenaires privés fut alors défini comme essentiel, et s'est traduit par l'émergence de sociétés locales de développement (*local development companies*) qui sont devenues depuis le 1<sup>er</sup> avril 2007 des agences de régénération locale (*local regeneration agencies*). Les sociétés locales de développement ont été des exemples de partenariats public-privé particulièrement en vue qui abordaient sous un angle global les divers aspects de la régénération de la ville dans les quartiers périphériques les plus en difficulté, à travers la mise en place de solutions intégrées dont l'objectif était d'intervenir à la fois sur l'ensemble des problématiques économiques, sociales, culturelles de ces quartiers et de leurs populations, tout en insistant très fortement sur l'importance de l'investissement des communautés dans l'amélioration et la conservation de leur lieu de vie. Les élites de la ville, la presse et les grandes institutions internationales (OCDE et Union européenne) présentent ce processus de régénération comme une réussite exemplaire. Mais la recherche universitaire, principalement dans le champ des urban studies, souligne que la ville n'a pas su résoudre ses problèmes sociaux, que seules les élites en ont bénéficié, que les emplois créés sont des emplois mal payés dans le secteur des services et que les problèmes économiques structurels de la ville n'ont pas été abordés (García, 2005 ; Mooney, 2004). Par ailleurs, les moyens considérables qui ont été consacrés à la régénération de la ville ont surtout été dévolus à la transformation du centre-ville et à l'amélioration de son image. En revanche, les zones périphériques n'ont pas joui de la même prodigalité et il est bien peu question des sociétés locales de développement dans l'évaluation de l'héritage à long terme des actions de régénération entreprises à Glasgow au cours des années 1980 puis 1990. Elles sont pourtant la mise en œuvre dans les zones périphériques d'un des principes fondateurs de la régénération urbaine à travers la culture: la collaboration entre acteurs publics et privés.

Fruits de la réflexion menée à partir des politiques urbaines conduites pendant les décennies précédentes, huit sociétés locales de développement ont donc vu le jour à la fin des années 1980 et au cours des années 1990 : East End Partnership, Castlemilk Economic Development Agency, Drumchapel Opportunities, The Initiative, Greater Easterhouse Development Company, Govan Initiative, Glasgow North Limited et Greater Pollok Development

Company. Elles correspondaient aux zones de la ville les plus défavorisées et les plus gravement touchées par le déclin économique qui avaient été reconnues « zones prioritaires de régénération » par la *Glasgow Regeneration Alliance* en 1993. Ces zones se situaient aussi bien à la périphérie de la ville (Castlemilk, Drumchapel, Easterhouse et Pollok) qu' autour du centre ville (Gorbals, Govan, East End et Glasgow North). Leurs objectifs étaient de « remédier à la pauvreté et à la polarisation sociale en procédant à une redistribution des ressources, des emplois, de la formation et des autres possibilités au profit des communautés désavantagées [... et] de soutenir le développement économique au niveau local et de promouvoir la prospérité générale de la ville en valorisant les immeubles, le capital et les capacités entrepreneuriales inexploitées, de façon à créer des emplois, augmenter les revenus et améliorer les services » (Union Européenne, 2000 : 21). Les sociétés locales de développement couvraient un territoire comprenant 60% de la population totale de la ville (580 000 habitants en 2006) et 70% de la population en âge de travailler (GCC, 2005 : 5).

Un rapport produit par l'Union européenne propose une analyse qui met en valeur un grand nombre d'aspects positifs. Le principal point développé dans le rapport est que les sociétés locales de développement ont permis une décentralisation des moyens et des politiques de lutte contre le déclin économique et la misère sociale. Leur installation de proximité leur assure souplesse, créativité et adéquation aux circonstances locales dont ne peuvent se prévaloir des agences qui opèrent sur des territoires plus vastes. Les sociétés locales de développement mettent toutes en avant l'implication de la communauté dans la vie locale, ce que leur implantation locale rend plus évidente et plus stimulante. L'Union européenne (2000 : 54) souligne que l'obligation de diversifier les sources de revenus à cause des baisses de subventions publiques a pu stimuler la créativité et l'efficacité en matière de recherche de financements publics ou privés. Mais cette exigence vis-à-vis des sociétés locales de développement pour qu'elles assurent l'investissement dans de nouvelles activités, pour anticiper les opportunités commerciales, pour mettre au point des compétences de négociation tout en évitant les erreurs d'appréciation ne résiste pourtant pas à l'examen des budgets. Le financement est resté très majoritairement public. Les sociétés locales de développement étaient en concurrence pour l'obtention de subventions publiques. Les autorités locales et nationales se sont ainsi déchargées de leurs responsabilités vis-à-vis des populations en mettant en compétition des structures semi-publiques pour se partager des subventions publiques (limitant de fait la distribution de ressources) sous couvert de méthodes de gestion prétendument efficaces car empruntées au modèle de l'entreprise privée.

On peut ainsi défendre l'hypothèse que les sociétés locales de développement ne disposaient finalement ni de réel pouvoir, ni de ressources propres suffisantes, leur existence étant conditionnée par les ressources publiques. Une partie de leur financement dépendait de leur capacité à convaincre de la pertinence de leurs projets. Seul le budget de fonctionnement était prévisible, mais il restait en moyenne inférieur à 10% du budget global et il fut soumis à des réductions au début des années 2000 (GCC, 2005 : 22).

Il apparaît que les financements étaient soumis aux inflexions politiques, aux changements de gouvernants et aux priorités des bailleurs. De manière générale, les sociétés locales de développement sont restées relativement fragiles financièrement et vulnérables face aux dysfonctionnements de leurs principaux bailleurs (Union Européenne, 2000 : 64). L'incertitude des financements tend généralement à décourager le développement de nouveaux projets ambitieux avec des objectifs à long terme qui sont souvent ceux qui pourraient avoir une réelle plus-value sur l'économie locale (Union Européenne, 2000 : 65). Les sociétés locales de développement n'ont pas échappé à la règle. La réalisation des projets

locaux est restée dépendante dans une certaine mesure des priorités nationales, même si cela fut moins prégnant que dans un système entièrement centralisé. Les différentes sociétés locales de développement se sont engagées, par la force des choses, dans une relation de concurrence ce qui a accru le risque de fragmentation et d'inégalité de la politique sociale et économique (Union Européenne, 2000 : 21). En conséquence, l'efficacité de ces dispositifs fut variable, en fonction notamment de l'investissement des populations, des dirigeants et de la situation de départ.

En termes d'aide aux chômeurs et aux entreprises et de développement de zones d'activités, les résultats publiés par les sociétés locales de développement dans leurs rapports d'activité annuels amènent à penser que leur action fut forcément positive. Mais les indicateurs économiques du recensement de 2001 montrent que les difficultés persistent. Les sociétés locales de développement ont subi les lois du marché mondial. Elles n'ont par exemple pas empêché la délocalisation des centres d'appel que la ville avait réussi à attirer au milieu des années 1990 dans des lieux plus compétitifs (Mooney, 2004, p. 335) ni que 50% des emplois de la ville soient tenus par des non-résidents. Le taux de chômage de Glasgow est de 26,6%, contre 10,6% à Edimbourg et 9,5% dans l'ensemble du pays et, il est des endroits où l'espérance de vie régresse : ainsi, à Shettleston dans le East End, la circonscription la plus pauvre du Royaume-Uni, l'espérance de vie des hommes est-elle de 63 ans, soit dix ans de moins que la moyenne nationale et quatorze de moins que la moyenne britannique. Seize des zones les plus défavorisées d'Ecosse se trouvent à Glasgow : 41% des ménages de Glasgow vivent dans la pauvreté et, dans certains quartiers, c'est le cas de plus de 80% des enfants (Mooney, 2004 : 336).

En dernière analyse, il est nécessaire de situer le travail des sociétés locales de développement dans le contexte global de la régénération de la ville. Kantor décrit Glasgow comme une ville avec une stratégie de régénération urbaine à deux vitesses (Kantor, 2000, p. 807-808) : une avalanche de moyens est consacrée au centre-ville pour en faire la vitrine d'une capitale culturelle, au détriment des populations modestes pour lesquelles les sociétés locales de développement firent la course aux subventions publiques et aux investissements privés et organisèrent des programmes d'aide en faveur des laissés pour compte. C'est donc l'esprit dans lequel les sociétés locales de développement ont été mises en place qui est le plus sujet à caution. Il s'agissait d'agences aux moyens limités au regard des difficultés de tous ordres des quartiers où elles opéraient. C'est en fait une vitrine qui masque une réalité beaucoup moins séduisante. Sous couvert d'actions de proximité et de participation citoyenne, les autorités municipales se sont défaussées de leurs responsabilités. Leur rôle semble finalement avoir consisté à distiller de maigres ressources (au regard des difficultés colossales auxquelles sont toujours confrontés les anciens quartiers ouvriers et les développements urbains en périphérie) qu'elles obtenaient quasi-exclusivement d'institutions publiques.

Les sociétés locales de développement ont vraisemblablement amélioré le quotidien et donnent à penser que les quartiers défavorisés de la ville n'étaient pas complètement abandonnés. Mais une bonne partie de la population en difficulté n'a pas réussi le changement de cap d'une économie industrielle vers une économie de services et se trouve dans l'incapacité de se faire une place sur le marché de l'emploi. Rappelons que plus de la moitié des emplois de la ville sont tenus par des personnes qui n'y résident pas. Les sociétés locales de développement ont fourni une aide précieuse, avec leurs moyens, mais sans jamais inverser la tendance.

Les sociétés locales de développement n'intervenaient pas dans le domaine du logement social. La politique de création et de rénovation du logement à Glasgow privilégie l'accession à la propriété, ce qui n'est pas à la portée des locataires des logements sociaux des quartiers périphériques. Les associations pour le logement jouent un rôle significatif dans le renouvellement et l'entretien des logements de la ville, de même que les coopératives qui visent à impliquer les résidents dans la gestion de leurs logements pour les inciter à respecter leur habitat. Significativement, la municipalité a opté pour le transfert de son parc de logements sociaux à la *Glasgow Housing Association* (GHA) en 2002, avec un effacement des dettes à la clé. Cette action est fortement ressentie comme une privatisation (Mooney et Poole, 2005 : 34-37) et un désengagement de la ville face à ses responsabilités envers les populations modestes et en difficulté, même si elle reste représentée dans le directoire de GHA. La démunicalisation des logements sociaux suscite d'ailleurs de sérieuses inquiétudes dans la population.

Au terme de ce parcours critique il semble indéniable que les initiatives locales basées sur des partenariats public-privé, dans le cas de Glasgow, ne sont pas en mesure de traiter des problèmes de fond tels que l'effondrement des industries traditionnelles, la décentralisation croissante des populations urbaines et le fonctionnement du marché de l'emploi à l'échelle nationale et internationale. Leurs efforts sont confrontés à des problèmes qui ont effectivement des manifestations très locales et très diverses mais dont les origines macro-économiques, dans un contexte de concurrence globale, dépassent largement le cadre local.

Les sociétés locales de développement ont laissé la place aux agences de régénération urbaine en avril 2007. Ces agences de régénération urbaine sont au nombre de cinq et elles couvrent désormais l'ensemble du territoire de la ville. Elles ont pour mission de coordonner la déclinaison locale de la stratégie de régénération économique, sociale et physique de la municipalité, grâce à un travail en réseau avec les autres acteurs institutionnels. La continuité en termes d'objectifs, de fonctionnement et de financement avec les sociétés locales de développement est évidente mais, de façon très significative, le terme « régénération » a fait son apparition. Les intentions affichées par l'agence qui opère dans le sud ouest de la ville<sup>7</sup> s'inscrivent complètement dans le projet de renaissance urbaine défini par le rapport remis par l'Urban Task Force de Richard Rodgers à Tony Blair en 1999, devenu le véritable guide de la renaissance urbaine en Grande-Bretagne.

### ***Les grandes manifestations culturelles***

Dans le "roll-out neoliberalism" des années 1990, l'organisation des grandes manifestations culturelles ou sportives nationales et internationales, assorties de la construction des infrastructures adéquates, fait partie intégrante du projet néolibéral de la ville entrepreneuriale, ce qui en retour génère une compétition interurbaine de plus en plus féroce

---

<sup>7</sup> Les objectifs de Glasgow South West Regeneration Agency sont les suivants : "Improve the life of people living and working in the south west of Glasgow, strengthening communities, stimulate, develop, grow and sustain the area to make it an attractive place to live and work, getting people back to work, creating training opportunities, developing a strong and diverse business base, making communities safe and giving young people a positive route into education and employment"

dont l'effet le plus patent est une sorte de fuite en avant vers la création de toujours plus d'événements culturels.

En suivant Peck et Tickell (2002 : 46) et Harvey (1989), on voit combien il est aliénant pour une ville de prendre part à la logique de compétition interurbaine qui occasionne une grande mobilité des emplois, du capital et des investissements et qui contribue à alimenter le système global qui impose les contraintes qui viennent juste d'être évoquées.

Glasgow s'est aussi engagée dans cette spirale événementielle, avec, comme nous l'avons évoqué précédemment, la particularité d'être une des premières villes industrielles à en saisir le potentiel. Les trois événements fondateurs de cette nouvelle politique ont été l'ouverture de la Burrell Collection en 1983, la réhabilitation de Merchant City, un quartier d'entrepôts du centre-ville transformé en logements et centre commercial et le lancement de la campagne promotionnelle « Glasgow's Miles Better » en 1982. Puis Glasgow a été l'hôte du Garden Festival en 1988, European City of Culture en 1990 et UK City of Architecture and Design en 1999 (pour ne citer que les événements les plus significatifs, au milieu d'une pléiade de festivals et autres manifestations annuels ou plus ponctuels organisés depuis cette période). Glasgow lance aussi périodiquement des campagnes promotionnelles plus ou moins agressives pour vendre son image et relayer les événements en cours ou à venir. Les plus significatives sont: « There's a lot Glasgowing on » (1990), « Glasgow's Alive » (1991), « Glasgow, The Friendly City » (1997), « Glasgow: Scotland with Style » (2004, toujours d'actualité). Chacune de ces manifestations a été pour la ville l'occasion de se doter d'infrastructures à usage culturel et touristique (salles de spectacles, de conférences, hôtels). Les deux premiers de ces trois événements ont été des étapes fondamentales dans la métamorphose de la ville et il faut assurément penser que cette démarche a été un franc succès tant la ville est citée partout en Europe comme un modèle de régénération réussie et un exemple dont il faut s'inspirer. Glasgow fait figure de ville pionnière et de modèle. Une délégation de l'OCDE en visite à Glasgow en janvier 2006 a ainsi félicité la ville pour parvenir à attirer des entreprises majeures de la finance, pour avoir développé une industrie touristique florissante basée sur l'hébergement de conventions et l'organisation de manifestations culturelles et pour être en mesure de proposer une offre commerciale importante. L'OCDE classe Glasgow dans le premier quart des villes similaires au regard des efforts employés à transformer une ville post-industrielle en une ville « adaptée à l'économie moderne » (GCC, 2006, 18).

Glasgow a indéniablement opéré une vraie métamorphose grâce notamment à l'organisation de ces événements festifs d'ampleur nationale et internationale. L'image qu'elle donne à voir aux visiteurs a radicalement changé et elle a définitivement tourné le dos à son passé industriel. Tout au plus en a-t-elle conservé la meilleure partie de son héritage architectural avec la réhabilitation des immeubles victoriens ou la conversion de certains entrepôts désaffectés du centre-ville en logements, centres commerciaux ou salles de spectacles. L'imposante Finnieston Crane, déplacée aux portes du centre-ville rappelle aussi son passé d'excellence dans le domaine des chantiers navals. Le People's Palace, situé dans Glasgow Green, le parc où bien souvent les ouvriers se rassemblaient pour manifester lors de la grande période radicale socialiste propose quant à lui une exposition permanente sur l'histoire sociale (et donc ouvrière) de la ville. Mais tout ceci ressemble aux vestiges d'un lointain passé. La tradition ouvrière radicale de Red Clydeside (1910-1930) semble bien lointaine maintenant, même si pour Mitchell (2005) Glasgow reste probablement la seule ville britannique où subsistent encore une véritable culture et conscience ouvrières.

Glasgow est ainsi (re)devenue une capitale économique et culturelle de dimension internationale. Le centre-ville a été nettoyé, aseptisé et formaté pour les besoins de l'économie globale. Les quartiers réhabilités du centre-ville et des rives de la Clyde sont touchés par la gentrification, malgré la volonté de mixité sociale affichée par les autorités locales. Les services constituent désormais la majeure partie de son activité économique (89% des emplois en 2005, soit 362 900 emplois) mais n'offrent pas toujours des emplois stables, qualifiés et bien rémunérés. L'activité industrielle est devenue presque anecdotique (6% des emplois en 2005, soit 23 500 emplois). Les activités principales sont les banques, les assurances et les services aux entreprises. Glasgow a beaucoup fait pour attirer les sièges sociaux des grandes entreprises. La bonne santé du tourisme de loisir ou d'affaire est la clé de la réussite économique de nombreux secteurs d'activité de la ville. Mais c'est un secteur extrêmement concurrentiel. Glasgow connaît une croissance supérieure à toutes les villes importantes du Royaume-Uni. Sur la période 2000-2005, Glasgow se classe troisième d'un groupe de 35 villes européennes comparables. Le nombre d'emplois dans la ville a augmenté de 24.4% entre 1996 et 2005, ce qui est bien supérieur à la moyenne écossaise (14.1%) et à la moyenne britannique (14.5%) (GCC, 2007, 8-9, 21). Combien de temps cela peut-il durer? Glasgow n'est pas à l'abri d'un phénomène de saturation et que l'offre finisse par dépasser la demande.

La municipalité a investi des sommes considérables dans l'aménagement du centre-ville qui apparaît désormais comme la vitrine d'une reconversion réussie. Afin de poursuivre ce mouvement de régénération, c'est la rivière Clyde qui est aujourd'hui le centre de toutes les attentions. Elle est au cœur de tous les projets de réaménagement urbain d'envergure et le porte-étendard des ambitions et des réussites de la ville, à travers un projet d'aménagement – The Clyde Corridor – extrêmement coûteux.

### ***Les Jeux du Commonwealth de 2014: quelle continuité dans la stratégie d'aménagement urbain de Glasgow?***

C'est dans ce contexte d'organisation d'événements festifs d'ampleur au service de la promotion et de la prospérité de la ville que Glasgow accueillera les Jeux du Commonwealth en 2014, malgré les réserves d'un certain nombre d'artistes ou d'universitaires qui critiquent ouvertement l'instrumentalisation des événements festifs au service de l'économie et la marchandisation de la ville. Ces Jeux du Commonwealth ont pour but de donner un souffle nouveau à l'économie de la ville et promouvoir une image la plus positive possible dans le monde entier, si l'on veut bien croire Jack McConnell, le Premier Ministre écossais – travailliste – en poste lors de l'annonce du programme sportif des Jeux en janvier 2007:

Today's announcement is about more than confirming the sports that will be in the Games – it is about looking into the future and imagining what those Games will look like. In those eleven days, *sport would transform a city, inspire a country and enthral millions of people*. Glasgow 2014 will be an event like no other, one that the whole world will want to be part of. (Cité sur [www.glasgow2014.com/Our-Bid/The-story-so-far/](http://www.glasgow2014.com/Our-Bid/The-story-so-far/)) [italiques de l'auteur]

Cette emphase du discours politique trouve un écho dans l'introduction aux deux pages de la Glasgow Economic Review de juin 2006 consacrées aux Jeux du Commonwealth. Cette introduction montre comment la rhétorique politique se met au service d'un néolibéralisme qui a sans cesse besoin de se réinventer :

Bringing the 2014 Commonwealth Games to Glasgow would change our City. Hosting

the world's second largest multi-sport event would make sure that *the reinvention of Glasgow not only continues, but steps up a gear*. It would bring jobs and investment. It would see regeneration and renewal in some of the communities that need it most. *And it would showcase everything that our wonderful City has to offer to a global audience of billions*. (GCC, 2006, 10) [italiques de l'auteur]

Glasgow avait commandé une étude pour analyser les éventuelles retombées économiques des Jeux du Commonwealth. L'étude prévoit la création de 1 200 emplois en Ecosse, dont 1 000 à Glasgow, une augmentation de 4% du nombre de visiteurs dans la ville pour un gain de 30 millions de livres dans les trois années qui suivent. (GCC, 2006, 10-11). Enfin, l'étude souligne la contribution des Jeux du Commonwealth à l'amélioration de la qualité de la vie, de la motivation de la main d'œuvre et de l'image renvoyée aux investisseurs étrangers ainsi que dans le bouillonnement de la ville, tout en reconnaissant que tout cela reste difficilement quantifiable (!) (GCC, 2006, 11), le tout relayé par une intense communication des autorités qui ont acquis une expérience importante dans ce domaine:

All our efforts to improve lives can be crystallised in this one single event. Glasgow is a City on the move, full of people with a spring in their step. Bringing the Friendly Games to the Friendly City would make sure that Glasgow can indeed flourish. (GCC, 2006, 11).

Le village des athlètes se situera à Dalmarnock, dans l'East Est de Glasgow, à environ 3 kilomètres du centre-ville. Le village sera construit de toutes pièces sur un site de 35 hectares dont 25 appartiennent au Glasgow City Council et à la Glasgow Housing Association. Les 10 hectares restants sont la propriété de particuliers et leur rachat par la municipalité est en cours de négociation. Le budget pour la construction du village est de 229 millions de livres sterling. La construction sera prise en charge par un partenariat public-privé (Glasgow 2014, 2007, 131-132) et il sera situé à l'endroit où avait été érigé dans les années 1960 un ensemble comprenant 4 tours de 22 étages (toutes démolies entre 2002 et 2007) et des constructions plus basses (H-block maisonnettes). Le village pourra accueillir 8 000 athlètes et officiels, avec des installations leur permettant de se préparer et s'entraîner sur place pour les compétitions. Il est prévu que ces logements soient transformés après les Jeux en logements pour 6 000 à 6 500 futurs résidents qui seront en grande majorité (1200 logements sur les 1500 construits) destinés au marché immobilier privé (locatif ou propriétaires occupants), le reste revenant aux associations gestionnaires de logements sociaux. On peut affirmer sans grand risque d'erreur qu'il y a peu de chance que la population locale, dont 54% vivent actuellement dans des logements sociaux, pourra s'acheter un logement sur le site des Jeux du Commonwealth, d'autant plus que l'objectif est d'attirer 20 000 habitants dans cette zone de la ville dans les 25 prochaines années. Il s'agit actuellement du plus important projet de construction de logements de la ville qui vient compléter le programme de régénération économique et de désenclavement de l'est de la ville (le programme Clyde Gateway). La construction d'un tronçon d'autoroute (M 74) et d'une route (East End Regeneration Route) en sont les deux autres projets phares.

Le choix de Dalmarnock s'intègre donc parfaitement au projet à long terme de régénération global de la ville défini par les autorités locales qui met très clairement l'accent sur l'aménagement des rives de la Clyde. Il souligne la volonté de la ville de faire de la Clyde le porte-drapeau et l'axe majeur de sa régénération en même temps qu'un produit de promotion efficace de sa politique événementielle globale, dans la droite ligne de la politique de régénération urbaine menée depuis le milieu des années 1980 et depuis la désignation de la

ville comme Ville Européenne de la Culture. La Clyde a ainsi été désignée par le gouvernement écossais comme zone prioritaire de régénération urbaine sous l'appellation Clyde Corridor, qui comprend le centre ville, et les deux parties respectivement en aval, le Clyde Waterfront<sup>8</sup> et, en amont, le Clyde Gateway. Ce mouvement d'ampleur montre bien, en suivant les conclusions de Swyngedouw *et al* (2002) que l'objectif des projets de régénération urbaine d'ampleur (*large-scale urban development projects*) est de redonner de la valeur aux espaces urbains bien situés, d'en maximiser la rentabilité locative et d'augmenter les recettes fiscales en attirant des populations avec des revenus importants et des logements dont la valeur détermine le niveau d'imposition (comme c'est le cas à Glasgow). Qui plus est, la mise à disposition de terrains à forte valeur ajoutée pour les promoteurs, avec tout ce que cela peut impliquer en termes de dépollution et de viabilisation notamment, est assurée par les pouvoirs publics, et donc aux frais des contribuables. Dans le cas précis du village des Jeux du Commonwealth, il apparaît que le site avait été vendu par la municipalité en 1989 pour la modique somme de 45 000 livres sterling, pour être racheté moins de vingt ans après £5,5 millions de livres sterling (Gray, 2008 : 11). Les ressources et l'espace public sont donc mis à disposition des intérêts privés, avec le recours par les élites dirigeantes à une rhétorique qui tend à édulcorer la vraie réalité des enjeux économiques de la régénération et qui la légitime en stigmatisant l'obsolescence de certains espaces urbains (Smith, 2003). Smith (2002, 2003) affirme ainsi que la régénération urbaine n'est autre qu'une gentrification qui ne dit pas son nom, mise en œuvre par les projets de régénération urbaine d'ampleur, et servie par les subventions publiques qui profitent aux marques mondiales, aux promoteurs immobiliers et aux financiers. Les projets actuellement portés par la municipalité à Glasgow ne font pas exception la règle. Le quartier des Gorbals, situé en face du centre-ville, de l'autre côté de la Clyde, ne va pas échapper à ce processus de gentrification pendant encore très longtemps. C'est un quartier historiquement connu pour ses logements insalubres, et qui a subi de profonds changements. Les logements insalubres ont été démolis et remplacés par des tours dont un grand nombre a depuis été détruit. Les redéveloppements des années 1960 et 1970 qui restent encore debout ont été l'objet de suffisamment peu d'entretien pour aujourd'hui légitimer le discours d'obsolescence et ne laisser entrevoir d'autre solution que la démolition. Les profits possibles ne sont pas loin d'atteindre leur maximum. La polarisation sociale qui en découle est implacable. Les locataires actuels des logements sociaux n'auront pas les moyens de se reloger dans les nouveaux développements (Gray, 2006 : 20).

## **Conclusion**

Le champ des urban studies considère la ville comme un sujet d'étude global. La multiplicité des champs disciplinaires qui concourent à la structuration de ce champ des urban studies contribue effectivement à envisager la ville comme un fait social global, à l'image des politiques urbaines au Royaume-Uni, dont l'ambition est de concilier les approches économique, sociale, culturelle et physique. Rien de plus normal donc que de faire appel à des approches diverses mais complémentaires quand le sujet d'étude est aussi complexe.

---

8 Le Clyde Waterfront Plan est un vaste programme de régénération qui concentre 1,67 milliards de livres d'investissements et qui prévoit le développement de front de 32 projets majeurs sur une surface de 300 hectares dans les 15 années à venir. C'est en tout cas cette partie de la ville qui regroupe la majeure partie des infrastructures culturelles de tourisme et de loisirs. Il s'y construit aussi un nombre important de logements destinés au secteur privé.

Conséquence directe de la façon dont la ville est envisagée comme un fait social global, il semble que les travaux de recherche conduits dans le cadre des urban studies confèrent une grande importance dans leur analyse, à travers la multitude des angles d'approche, à la place du résident et/ ou de l'utilisateur de la ville, destinataire ultime des politiques urbaines mises en œuvre, et des bénéficiaires qu'il peut en tirer.

Au terme du parcours sur la régénération de Glasgow que nous avons essayé de conduire à travers le prisme de quelques uns des points majeurs développés, dans une perspective de géographie critique, dans le champ des urban studies, nous avons tenté de montrer que la question centrale est une question de classe : à quelles catégories sociales ces politiques s'adressent-elles, au détriment de quelles autres, par quels moyens et dans quel but ? Ce cadre d'analyse montre que les politiques néolibérales mises en œuvre à Glasgow sont depuis une trentaine d'années, avec leurs spécificités propres à l'histoire locale et leurs contradictions évidentes, une tendance lourde qui fait de Glasgow en particulier et des villes en général des lieux stratégiques à travers lesquels il est souhaitable de développer prospérité et développement économique tout en essayant de combattre les problèmes sociaux. En suivant Helms *et al* (2007) et à travers la mise en place des partenariats public-privé à Glasgow, on voit que l'intention des décideurs est de concilier deux objectifs à priori opposés : le développement ou la régénération économique et la cohésion sociale mais que dans la pratique, les politiques de la ville se situent à l'intersection entre la régénération économique et la régulation sociale. Dans un contexte de concurrence globale entre les villes, il apparaît souvent que cela se manifeste par des phénomènes de polarisation sociale qui ne font que s'accroître.

### **Références:**

- Authier, J.-Y. et Bidou-Zachariassen, C. (2008), "La Question de la gentrification urbaine", *Espaces et Sociétés*, 132-133, pp. 13-21.
- Bidou-Zachariassen, C. (2003) (sous la direction de), *Retours en ville. Des processus de "gentrification" urbaine aux politiques de "revitalisation" des centres*, Descartes & Cie, Paris, pp. 9-44
- Bourdin, A. (2008), "Gentrification: un "concept" à déconstruire", *Espaces et sociétés*, 132, 1-2, pp. 23-37.
- Breheny, M. (1997), "Urban Compaction: feasible and acceptable?", *Cities*, 14, 4, pp. 209-217.
- Brenner, N. et Theodore, N. (2002), "Cities and the Geographies of 'Actually Existing Neoliberalism'", in: Brenner, N. et Theodore, N. (sous la direction de), *Spaces of Neoliberalism – Urban Restructuring in North America and Western Europe*, Blackwell Publishing, Oxford, pp. 2-32.
- Chaudoir, P. (2007), "La ville événementielle: temps et l'éphémère et espace festif", *Géocarrefour* [En ligne], 82, 3, <http://geocarrefour.revues.org/index2301.html>.
- Centre for Cultural Policy Research, (2002), *Media Pack : Glasgow 1990 European City of Culture*. University of Glasgow, Centre for Cultural Policy Research, Glasgow.
- Cunningham-Sabot, E. (2007), "Polycentrisme et gouvernance dans la Central Belt, Ecosse", *Espace géographique*, 36, 4, pp. 304-319.
- Donnison, D. et Middleton, A. (sous la direction de) (1987), *Regenerating the Inner City – Glasgow's Experience*, Routledge and Kegan Paul, London.

- Donzelot, J. (2004), "La ville à trois vitesses : relégation, périurbanisation, gentrification", *Esprit*, 3-4, pp. 14-39.
- Fée, D. et Nail, S. (sous la direction de) (2008), *Vers une renaissance anglaise ? Dix ans de politique travailliste de la ville*, Presses Sorbonne Nouvelle, Paris.
- Friend of Zanetti (2006), "Constructing Neoliberal Glasgow: The Privatisation of Space", *Variant*, 25, pp. 19-22.
- García, B. (2004), "Urban Regeneration, Arts Programming and Major Events: Glasgow 1990, Sydney 2000 and Barcelona 2004", *International Journal of Cultural Policy*, 10, 1, pp. 103-116.
- García, B. (2004), "Cultural Policy and Urban Regeneration in Western European Cities: Lessons from Experience, Prospects for the Future", *Local Economy*, 19, 4, pp. 312-326.
- García, B. (2005), "Deconstructing the City of Culture: The Long-Term Legacies of Glasgow 1990", *Urban Studies*, 42, 5-6, pp. 841-868.
- Glasgow City Council, (2005), *Glasgow Local Development Company Network – Annual Review 2004-2005*, Glasgow City Council, Glasgow.
- Glasgow City Council, (2006), *Glasgow Economic Review – June 2006*, GCC, Glasgow.
- Glasgow City Council, (2007), *Glasgow Economic Review – Nov 2007 – Special Edition – State of the City Economy*, GCC, Glasgow.
- Glasgow 2014. (2007). *People, Place, Passion. Glasgow 2014 Commonwealth Games Candidate City File*, Glasgow 2014, Glasgow.
- Gómez, M. (1998), "Reflective Images: the Case of Urban Regeneration in Glasgow and Bilbao", *International Journal of Urban and Regional Research*, 22, 1, pp. 106-121.
- Gras, P. (2007), "Cardiff veut lier développement et grands événements", *Géocarrefour* [En ligne], 82, 3, <http://geocarrefour.revues.org/index2196.html>.
- Gray, N. (2008), "The Clyde Gateway : A New Urban Frontier", *Variant*, 33, pp. 8-12.
- Gray, N. (2009), "Glasgow's Merchant City: AN Artist Led Property Strategy", *Variant*, 34, pp. 14-19.
- Helms G., Atkinson R., et Mac Leod G. (2007), "Securing the City : Urban Renaissance, Policing and Social Regulation", *European Urban and Regional Studies*, 14, 4, pp. 267-276.
- Jeannier, F. (2006), « La régénération des quartiers industriels sinistrés: le rôle des sociétés locales de développement à Glasgow », *Géocarrefour*, 81, 2, pp. 127-133.
- J-K, S. (2002), "Re-urbanisation in Regenerated Areas of Manchester and Glasgow: New Residents and the Problems of Sustainability", *Cities*, 19, 2, pp. 113-121.
- Jouve, B. (2009), *Ville: le grand retour de la pensée critique*, chaire-urbademo.com, page visitée le 12/06/2009, [www.chaire-urbademo.com/download/download/radical/pdf](http://www.chaire-urbademo.com/download/download/radical/pdf)
- Kantor, P. (2000), "Can Regionalism Save Poor Cities? Politics, Institutions and Interests in Glasgow", *Urban Affairs Review*, 35, 6, pp. 794-820.
- Keating, M. (1988), *The City that Refused to Die. Glasgow: The Politics of Urban Regeneration*, Aberdeen University Press, Aberdeen.
- Lawless, P. (1989), *Britain's Inner Cities*. Paul Chapman, London.
- Lever, W. et Moore, C. (1986), *The City in Transition: Policies and Agencies for the Economic Regeneration of Clydeside*, Clarendon Press, Oxford.
- Lever, F. W. (1991), "Deindustrialisation and the Reality of the Post-industrial City", *Urban Studies*, 28, 6, pp. 983-999.
- MacLeod, G. (2002), "From Urban Entrepreneurialism to a "Revanchist City"? On the Spatial Injustices of Glasgow's Renaissance", in: Brenner, N. et Theodore, N. (sous la direction de), *Spaces of Neoliberalism – Urban Restructuring in North America and Western Europe*, Blackwell Publishing, Oxford, pp. 254-276.

- McCrone, G. (1991), "Urban Renewal: The Scottish Experience", *Urban Studies*, 28, 6, pp. 919-938.
- Miles, S. et Paddison, R. (2005), « Introduction : The Rise and Rise of Culture-Led Urban Regeneration », *Urban Studies*, 42, 5-6, pp. 833-839.
- Mitchell, I. R. (2005), *This City Now, Glasgow and its Working-Class Past*, Lutha Press Ltd, Edinburgh.
- Mooney, G. (2004), "Cultural Policy as Urban Transformation? Critical Reflections on Glasgow, European City of Culture 1990". *Local Economy*, 19, 4, pp. 327-340.
- Mooney, G. et Poole, L. (2005), "Marginalised Voices: Resisting the Privatisation of Council Housing in Glasgow", *Local Economy*, 20, 1, pp. 27-39.
- Mooney, G. (2008), "Urban Nightmares and Dystopias, or Places of Hope?", *Variant*, 33, pp. 14-16.
- OCDE, (2002), *Urban Renaissance – Glasgow : Lessons for Innovation and Implementation*, OCDE, Paris.
- Paddison, R. (1993), "City Marketing, Image Reconstruction and Urban Regeneration", *Urban Studies*, 30, 2, pp. 330-350.
- Palmer-Rae Associates (2004), *European Cities Capitals of Culture*, Study Prepared for the European Union Part 1, Palmer-Rae Associates,
- Pacione, M. (1995), *Glasgow: the Socio-Spatial Development of the City*, J. Wiley, Chichester.
- Peck, J (2009), "The Creativity Fix", *Variant*, 34, pp. 5-9.
- Peck, J. et Tickell, A. (2002), "Neoliberalizing Space", in: Brenner, N. et Theodore, N. (sous la direction de), *Spaces of Neoliberalism – Urban Restructuring in North America and Western Europe*, Blackwell Publishing, Oxford, pp. 33-57.
- Rosenburg L. et Watkins, C. (1999), "Longitudinal Monitoring of Housing Renewal in the Urban Core: Reflections on the Experience of Glasgow's Merchant City", *Urban Studies*, 36, 11, pp. 1973-1996.
- Scottish Executive (2007), *Best Practice in Establishing Urban Regeneration Companies in Scotland*, Scottish Executive, Edinburgh.
- Sharp, J., Pollock V. et Paddison, R. (2005), "Just Art for a Just City: Public Art and Social Inclusion in Urban Regeneration", *Urban Studies*, 42, 5-6, pp. 1001-1023.
- Smith, N. (2002), "New Globalism, New Urbanism: Gentrification as Global Urban Strategy", in: Brenner, N. et Theodore, N. (sous la direction de), *Spaces of Neoliberalism – Urban Restructuring in North America and Western Europe*, Blackwell Publishing, Oxford, pp. 80-103.
- Smith, N. (2003), "La gentrification généralisée: d'une anomalie locale à la "regeneration" urbaine comme stratégie urbaine locale", in: Bidou-Zachariassen, C. (sous la direction de), *Retours en ville. Des processus de "gentrification" urbaine aux politiques de "revitalisation" des centres*, Descartes & Cie, Paris, pp. 45-72.
- Spring, I. (1990), *Phantom Village. The Myth of the New Glasgow*. Polygon, Edinburgh.
- Thompson, I. (2000), "The transformation of a Victorian suburb, the West End of Glasgow", *Géocarrefour*, 75, 2, 139-145.
- Union Européenne, (2000), *Inclusive Cities: Building Local Capacity for Development*, Office for Official Publications of the European Communities, Luxembourg.